



La Commune



La poussée vers la grève générale

La poussée vers la grève générale | France: élections à la SNCF, fronde dans la CGT...

A leur manière, les élections professionnelles qui viennent de se dérouler à la SNCF expriment la volonté des salariés d'en découdre avec Sarkozy et son gouvernement et de lever les obstacles qui se dressent sur leur chemin. Il n'est désormais pas un secteur, pas une profession, pas une région qui ne soit touché par les mesures de restructuration, de licenciements, de fermetures de sites. A cela, les salariés répondent coup pour coup, de plus en plus d'ailleurs avec les méthodes de l'action ouvrière indépendante, qui n'ont pas l'heur de plaire non seulement aux patrons, ce qui est plutôt normal, mais aussi à certains dirigeants syndicaux et politiques, choqués de tant d'audace...Analyse.

Elections professionnelles SNCF

Résultats nationaux globaux élections SNCF

CGT	39,30%	- 0,84
SUD-Rail	17,67%	+ 2,7%
UNSA	18,06	+ 3,58%
CFDT-FGAAC	11,59	- 3,03%
FO-CGC	7,98	+ 0,34%
CFTC	5,40	- 2,74%

Tout d'abord, ce résultat est un revers cinglant pour l'attelage CFDT-FGAAC (1) qui devait être le vecteur d'un puissant " pôle réformiste " avec l'UNSA et la CFTC, aux avant-postes de la mise en pièces du statut des cheminots et du dépeçage de la SNCF comme service public. Il semble que les électeurs traditionnels de la FGAAC aient rechigné.

S'agissant de la pseudo-progression de l'UNSA qui a fait les choux gras des commentateurs médiatiques, elle s'explique très simplement : elle englobe les voix de la CFTC avec qui elle faisait listes communes dans plusieurs régions. La CFDT-FGAAC et l'UNSA-CFTC n'arrivent pas à 30% des voix, ils font 29,65%, ils ne pourront signer aucun accord seuls, contrairement à la CGT. Et, insistons sur ce point : les listes FO-CFE-CGC

obtiennent 7,98% des voix et la CFTC, 5,4%. En vertu de la nouvelle loi sur la représentativité syndicale, ces trois organisations (FO, CFE-CGC et CFTC) ne sont plus considérées comme représentatives à la SNCF. Ce qui pose un problème majeur de démocratie : les voix apportées par les salariés de la SNCF à ces fédérations n'ont plus de valeur !

Concernant la CGT-cheminots, le résultat peut être apprécié de différentes manières, étant entendu que cette fédé reste largement en tête. Ceci étant, l'érosion est bel et bien réelle : - 3,9 en 2006, - 0,8% en 2009. (Source : site fédération CGT cheminots)

En 2004, la CGT avait bénéficié de l'apport de la grande majorité de la CFDT-cheminots qui venait de rompre avec Chérèque et décidé de rejoindre la CGT.

	2006	2004*	2002*
CGT	40,14%	44,06%	38,95%
CFDT	11,58%	9,00%	18,45%
FO	6,62%	6,75%	6,52%
CFTC	8,14%	6,30%	6,36%
SUD	14,97%	15,53%	12,74%
UNSA	14,48%	13,56%	11,57%
CGC	1,02%	1,28%	1,41%
FGAAC	3,04%	3,52%	3,70%

Pour mémoire, rappelons qu'en 1996 et 1998, la CGT frôlait les 50%. Il y a donc une perte de 10% en l'espace de 10 ans. De plus, le taux de participation a été de 73,4%, en retrait par rapport aux précédents scrutins qui affichaient des scores entre 77 et 80%.

Bien entendu, il n'y a pas lieu de se féliciter de cette érosion du syndicalisme confédéré de classe et de masse à la SNCF. De cette érosion, ni les militants CGT, ni les cheminots ne sont responsables. La responsabilité en incombe à ceux qui ont imposé à cette puissante fédération des reniements successifs sur la réglementation du temps de travail (sous couvert de RTT), le régime spécial des retraites, le statut de la caisse de retraite des cheminots. La responsabilité en incombe à ceux qui ont renié les " 37,5 ", accepté de négocier la réforme des retraites en laissant de côté les trois revendications plébiscitées par les Assemblées générales réunies au cours de la grève en novembre

2007 et par l'écrasante majorité des syndiqués (37,5 ; pas de décote ; maintien de l'indexation des pensions de retraite sur les salaires des actifs)

SUD-Rail est donc la seule fédé qui progresse de façon significative. Plus de 3%. Ensemble, CGT et SUD-Rail représentent

potentiellement un pôle syndicaliste qui pèse 57%. Il est à noter que la plus forte implantation de SUD-Rail opère à l'Exécution (collège ouvrier, comme la CGT) où SUD-Rail totalise 23,5% des suffrages.

A noter, l'impressionnante percée de SUD-Rail chez les roulants de St Lazare passant de 27 à 53% des voix, à la suite de la grève où ce syndicat a refusé la compromission dans laquelle les dirigeants nationaux de la CGT-Cheminots ont tenté d'étouffer la grève finalement victorieuse pour les effectifs. La direction de la fédé CGT avait négocié par-dessus la tête du syndicat CGT de base.

Fait notable : Quatre organisations syndicales (FGAAC, FO, CFTC, CGC) ne sont plus représentatives nationalement à la SNCF. C'est la conséquence de la position commune CGT-CFDT-MEDEF sur la représentativité des syndicats dont le caractère profondément antidémocratique se révèle au grand jour, quoi que l'on puisse penser de l'orientation des fédérations concernées.

A cet égard, il est nécessaire de relever les propos de Didier Le Reste, secrétaire général de la CGT-Cheminots enregistrés et mis en ligne sur le site du journal Le Monde, le 27 mars dernier :

" La nouvelle donne créée par les résultats des élections professionnelles dans le cadre de la loi sur la représentativité syndicale remettent la CGT dans une responsabilité soutenue. Nous continuerons - et espérons pouvoir mieux le faire- d'occuper notre place dans le dialogue social au niveau de l'entreprise. (...) Et pour les accords éventuels, nous nous déterminons comme toujours en fonction de leur contenu, de leur qualité, au regard à la fois de nos orientations et aussi des attentes des cheminots. La responsabilité est peut-être redoublée vis-à-vis de la CGT qui conforte sa dimension incontournable mais surtout aussi vis-à-vis de la direction de l'entreprise(...) Nous signons grosso modo 40% des accords qui sont en discussion à la SNCF. Naturellement, nous allons continuer à nous investir dans le dialogue social mais il est certain que la CGT des cheminots est beaucoup plus exigeante, voire beaucoup plus chère que d'autres dans des négociations et notamment au niveau des résultats. Le dialogue social qui sous-tend négociation et signature éventuelle d'accords doit effectivement être de qualité. La direction de la SNCF est doublement interpellée sur le fait qu'elle doit changer sa stratégie en la matière et non plus passer en force, contourner les organisations syndicales et singulièrement la CGT mais effectivement faire oeuvre d'une volonté politique de mettre en situation les organisations syndicales représentatives, de nouer un dialogue social de qualité et puis de faire des propositions permettant d'avoir des accords de qualité "-

Derrière la référence fumeuse à un " dialogue social de qualité ", on sent poindre le désir de devenir l'interlocuteur privilégié de la direction " dans le cadre de la loi sur la représentativité des syndicats ", loi qui met en danger l'indépendance des syndicats à l'égard de l'Etat et du patronat (2). A l'heure des préparatifs de privatisation, ces prétentions pour le moins déplacées jurent quelque peu avec le dernier communiqué fédéral qui affirme " Direction SNCF et Gouvernement doivent en tenir compte ! Ils doivent revoir leurs stratégies et s'engager vers d'autres choix que les suppressions massives d'emplois, la remise en cause des acquis sociaux, la casse de l'activité Fret, la déréglementation du Travail et le démantèlement du Service Public. " En effet, comme on peut le penser, Direction SNCF et Gouvernement ne s'engageront pas vers d'autres choix, à moins d'y être contraints dans une épreuve de force. Dès lors, comment peut-on quémander à la Direction SNCF qu'elle fasse " des propositions " pour des " accords de qualité " à l'heure où il importe de lui arracher l'arrêt de toutes les réorganisations-fusions-restructurations-suppressions d'emplois qui préparent la privatisation des chemins de fer, tronçons par tronçons, activité par activité ?

A ce jour, la CGT-cheminots proclame :

" D'ores et déjà, il convient de maintenir le rapport de force à un haut niveau permettant de conforter et d'amplifier le mouvement social interprofessionnel unitaire engagé dans le pays et de contribuer à la réussite d'initiatives revendicatives à la SNCF que la Fédération CGT des cheminots proposera dans les prochaines semaines ".

Amplifier ? Oui, mais, comment ?

A l'heure où nous écrivons ces lignes, nous ne savons pas ce qu'il sortira de la réunion des huit organisations syndicales du 30 mars. Pour sa part, Mailly, le porte-parole de Force ouvrière, préconise une journée de grève " franche ". Une " 24 heures " donc. Et, le lendemain, on attend encore dix ou quinze jours avant une nouvelle réunion au sommet des huit organisations syndicales ?

Cette absence manifeste d'esprit de suite à l'heure où s'abat une pluie torrentielle de coups durs provoque un vent de fronde parmi les syndicalistes et les salariés qui savent bien qu'on n'a plus maintenant le choix des armes, qu'il n'existe pas d'autres moyens que la grève générale jusqu'à satisfaction pour porter un coup d'arrêt aux licenciements secs ou déguisés, aux fermetures, aux suppressions d'emplois, imposer une augmentation générale des salaires digne de ce nom, comme le LKP en Guadeloupe et, enfin, poser sérieusement la question : comment chasser Sarkozy ?.

Aider les travailleurs, les militants syndicalistes, les chômeurs et les jeunes à réaliser la grève générale par tous les moyens nécessaires ; c'est le rôle que s'assigne le NPA. Cette détermination lui vaut déjà la haine méritée de Chérèque et de ses fidèles, insultant les militants du NPA, dénoncés comme " rapaces ". Mais les chiens aboient, la caravane passe !

Comité éditorial, 27 mars 2009

Modifié le lundi 13 avril 2009

Voir aussi dans la catégorie France



Urgence, pouvoir d'achat et grève générale

Alors qu'il a urgence à augmenter les salaires, bloquer les prix et les loyers, alors qu'il y a les crises énergétiques et climatiques explosent, le gouvernement Macron a fait voter au Parlement deux... »



« Ces gens-là »

La ministre des collectivités territoriales, issue des Républicains, a eu par le passé des prises de position qui dénonçaient le mariage pour tous en y voyant "un dessein contre la nature".... »



Ni le gouvernement ni l'Assemblée ne nous représente !

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » La présidentielle et les législatives en France sont à l'image du chaos politique qui parcourt l'Europe : la... »



Répression, maître-mot de la macronie.



La cinquième république est agonisante. Macron et sa clique vont utiliser le dernier outil en leur possession pour sauver ce qui peut l'être : la répression. Les forces de police, dignes... »



Présidentielles, législatives : Non au front unique des appareils !

Ils veulent TOUS sauver la Ve République et museler la classe ouvrière ! Partis politiques et confédérations syndicales sont désormais unis pour laisser Macron gouverner à son aise et mener ses... »



Alain Krivine

La Commune tient à saluer la mémoire d'Alain Krivine, militant ouvrier et dirigeant historique de la LCR et du NPA, qui a marqué la vie politique de ces 60 dernières années. Nous adressons à sa... »